

Le droit de la presse menacé par le projet de loi relatif à l'égalité et à la citoyenneté

Dans un communiqué commun, le Syndicat de la presse quotidienne nationale (SPQN), le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR), le Syndicat de la presse quotidienne départementale (SPQD), le Syndicat des éditeurs de la presse magazine (SEPM), la Fédération nationale de la presse spécialisée (FNPS), la Fédération de la presse périodique régionale (FPPR), le Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne (Spiil) et le Groupement des éditeurs de contenus et de services en ligne (GESTE) sonnent l'alerte : le projet de loi Egalité et citoyenneté comporte plusieurs dispositions qui mettent en danger la loi de 1881 sur la liberté de la presse.